



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE LA HAUTE-MARNE**

**Direction départementale des territoires**

**Service environnement**

**et ressources naturelles**

**Bureau préservation du milieu aquatiques**

**et risques**

**ARRETE INTERPREFECTORAL N° 1095 du 27 Mars 2014**

**Portant autorisation pour les opérations de dragage**

**du canal entre Champagne et Bourgogne**

Le Préfet de la Région Bourgogne, Préfet de la Côte d'Or,  
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, Préfet de la Marne,

La Préfète de la Meuse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de la Haute-Saône,

Le Préfet de la Haute-Marne,

**Vu** le code de l'environnement,

**Vu** le décret n°2012-1268 du 16 novembre 2012 modifiant diverses dispositions relatives à la nomenclature et à la procédure en matière de police de l'eau,

**Vu** la décision n°2003/33/CE du 19 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges,

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles,

**Vu** l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux,

**Vu** l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou déclaration en application des L214-1 à L214-6 du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n° 1608 du 25 avril 2008 autorisant Voies Navigables de France à mettre en dépôt des boues de curage du canal entre Champagne et Bourgogne,

**Vu** le dossier d'autorisation déposé le 22 mai 2012 par Voies Navigables de France concernant les opérations de dragage du canal entre Champagne et Bourgogne,

**Vu** les pièces de l'instruction,

**Vu** l'avis favorable de la Direction départementale des territoires de la Meuse en date du 7 août 2012,

**Vu** l'absence d'avis par manque d'éléments de la Délégation inter-régionale Nord-Est de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques en date du 13 août 2012,

**Vu** l'avis favorable de la Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or en date du 14 août 2012,

**Vu** l'avis réservé de la Chambre d'agriculture de la Haute-Marne en date du 16 août 2012,

**Vu** l'avis favorable de la fédération départementale de la Marne des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 31 août 2012 ;

**Vu** l'avis favorable de la Direction départementale des territoires de la Marne en date du 6 septembre 2012,

**Vu** l'avis réputé favorable de l'Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne et de Bourgogne,

**Vu** l'avis réputé favorable de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne et de Bourgogne,

**Vu** l'avis réputé favorable de la Délégation inter-régionale Bourgogne de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,

**Vu** l'avis réputé favorable de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Meuse et de la Haute-Saône,

**Vu** l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 3 septembre 2013 suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 5 juillet au 5 août 2013 dans les communes de Fontaine-Française, Langres, Chaumont, Joinville, Saint-Dizier et Vitry-le-François,

**Vu** le rapport et l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la Haute-Marne en date du 7 novembre 2013,

**Vu** l'avis favorable et les remarques formulées par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Haute-Marne en date du 10 décembre 2013 ;

**Vu** l'avis favorable et les remarques formulées par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Marne en date du 12 décembre 2013 ;

**Vu** l'avis favorable et les remarques formulées par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Meuse en date du 16 décembre 2013 ;

**Vu** l'avis favorable et les remarques formulées par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Haute-Saône en date du 19 décembre 2013 ;

**Vu** l'avis favorable et les remarques formulées par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Côte d'Or en date du 19 décembre 2013 ;

**Vu** les remarques du permissionnaire sur le projet d'arrêté inter-préfectoral portant autorisation à sa demande en date du 9 janvier 2014 ;

**Considérant** que les opérations de dragage consistent à maintenir le canal dans son gabarit d'origine pour permettre son exploitation dans des conditions satisfaisantes pour la navigation,

**Considérant** que les mesures correctrices vont être mises en place pour éviter tout impact sur les milieux aquatiques,

**Considérant** que la gestion des sédiments peut être assurée pour les prochaines opérations de dragage soit par la remise en état de la carrière de Matignicourt-Goncourt soit par le stockage sur des sites autorisés et appartenant à VNF,

**Considérant** que la gestion des sédiments par de nouveaux sites de stockage ou par un épandage agricole devra faire l'objet de procédure administrative complémentaire,

**Considérant** que ces opérations sont compatibles avec les orientations des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée-Corse ;



**A R R E T E :**

**Article 1 : Objet de l'autorisation**

Voies Navigables de France est autorisé à procéder aux opérations de dragage sur le canal entre Champagne et Bourgogne dans les conditions du présent arrêté.

La rubrique de la nomenclature de l'article R214-1 du code de l'environnement concernée par ces opérations est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	<p>Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4. 1. 3. 0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2. 1. 5. 0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</p> <p><b>1° Supérieur à 2 000 m3 (Autorisation) ;</b></p> <p>2° Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (Autorisation) ;</p> <p>3° Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (Déclaration).</p> <p>Est également exclu jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation.</p> <p>L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.</p>	Autorisation	Arrêté du 30 mai 2008 et Arrêté du 9 août 2006

**Article 2 : Caractéristiques des opérations**

Les opérations de dragage ont pour objectif de rétablir le gabarit originel du canal entre Champagne-Bourgogne pour permettre la navigation dans des conditions satisfaisantes.

Elles seront réalisées à l'aide d'une pelle mécanique équipée d'un godet de curage sans dent ou par tout autre moyen ayant fait l'objet d'une validation par le service chargé de la police de l'eau.

Le volume à extraire est limité à 50 000 m<sup>3</sup> par an.

**Article 3 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de 10 ans.

#### **Article 4 : Mesures de sauvegarde**

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire sera tenu en particulier de se conformer aux dispositions ci-après :

a) Dispositions relatives à la navigation

Les opérations de dragage ne devront pas entraver la navigation. Une signalisation devra être mise en place aux abords du chantier pour indiquer aux navigants la présence de travaux.

b) Dispositions relatives à la préservation des eaux superficielles

Pendant les opérations de dragage, des mesures en continu doivent être réalisées en aval hydraulique immédiat pour déterminer le taux d'oxygène dissous et la température.

Lorsque ces paramètres mesurés seront inférieurs à 4 mg/l d'oxygène ou supérieurs à 27°C, le permissionnaire est tenu d'arrêter le chantier et d'en aviser le service chargé de la police de l'eau. La reprise des travaux est conditionnée au retour à des concentrations acceptables.

De plus, un suivi journalier sera réalisé à 100m en amont et en aval du chantier. Les mesures seront localisées à 1,10 m et 2,0 m de profondeur. Les paramètres mesurés et les valeurs limites à respecter sont les suivantes :

- pH < 9,5,
- MES < 100 mg/l.

Le permissionnaire est tenu d'adapter ses cadences de curage pour atteindre les paramètres ci-dessus.

Les résultats de ces analyses seront transmis régulièrement au service chargé de la police de l'eau.

De plus, les ouvrages de décharge situés sur les biefs en cours de travaux ne devront pas déverser. Un dispositif sera mis en place pour obturer ces ouvrages et notamment les déversoirs.

Par ailleurs, le dragage devra être exécuté en dehors de la période de reproduction des espèces piscicoles présentes comprise entre le 15 mars et le 15 juillet.

#### **Article 5 : Gestion des sédiments extraits**

Les sédiments extraits sont réputés non dangereux et inertes. La modification de ces informations sera considérée comme un changement notable des éléments du dossier d'autorisation.

La gestion des sédiments sera gérée annuellement en fonction des zones de dragage et des analyses sédimentaires.

Chaque année, le permissionnaire sera tenu de transmettre au service chargé de la police de l'eau un dossier comprenant tous les éléments d'appréciation sur l'intervention à venir. Ce dossier sera déposé au moins 3 mois avant le début des travaux pour être validé et comprendra au minimum les éléments suivants :

- les biefs concernés par le dragage et leur localisation sur une carte IGN,
- les ouvrages de décharge en indiquant leurs caractéristiques (vannes de décharges, déversoir...), leur localisation sur une carte IGN et les dispositifs pour les obturer en phase chantier,
- la filière de traitement prévue ainsi que la localisation du site.

En fonction de la filière de traitement, le pétitionnaire fournira :

- Pour chaque type de filière:
  - Une analyse sédimentaire récente (< 2 ans) portant sur leur dangerosité à partir des paramètres définis dans l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux,



- Pour une mise en dépôt dans une installation de stockage de déchets inertes ou dans une carrière :
  - Une analyse sédimentaire récente (< 2 ans) portant sur leur caractère inerte à partir des paramètres définis conformément à l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes,
  - Une analyse sédimentaire récente (< 2 ans) portant sur la qualité des lixiviats des sédiments à partir des paramètres définis conformément à la décision n°2003/33/CE du 19 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges,
  - l'autorisation administrative liée à l'installation de stockage de déchets inertes ou à la remise en état de la carrière,
- Pour un épandage agricole :
  - une étude préalable conformément à l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant des prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles,
  - le récépissé de déclaration ou l'arrêté préfectoral dans le cas où l'épandage agricole serait soumis à autorisation ou à déclaration au titre du code de l'environnement.

Les analyses sédimentaires seront réalisées à partir de prélèvements réalisés tous les 500 m avec au minimum un prélèvement par bief.

A la fin de chaque opération de dragage, le permissionnaire transmettra au service de police de l'eau un bilan des travaux dans un délai de 3 mois à compter de leur achèvement.

#### **Article 6 : Observations des règlements**

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

#### **Article 7 : Mesures applicables en cas d'incident ou d'accident**

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant les ouvrages objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus à l'article 14 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

#### **Article 8 : Réserve des droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 9 : Contrôles**

Les agents du service chargé de la police des eaux ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, auront, en permanence, libre accès au chantier de dragage.

A mi-parcours et à la fin de l'autorisation, le permissionnaire fournira au service chargé de police de l'eau un rapport évaluant les éventuels écarts avec les impacts mentionnés dans l'étude d'incidence initiale. Cette évaluation peut nécessiter des prélèvements et analyses physico-chimiques et biologiques de même nature que ceux entrepris dans l'étude préalable.

Ce rapport inclura un bilan sur l'efficacité des travaux mis en œuvre.

## **Article 10 : Clauses de précarité**

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

## **Article 11 : Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique**

Si des atteintes sont mises en évidence aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, et en particulier dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article R. 214-17.

## **Article 12 : Publication et information des tiers**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs sur le site internet de la préfecture de la Haute-Marne, la Marne, la Côte d'Or, la Meuse et la Haute-Saône. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie de cette autorisation sera publiée dans les mairies des communes traversées par le canal pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pendant une durée de deux mois sur le site internet de la Direction départementale des territoires de la Haute-Marne ([www.haute-marne.equipement-agriculture.gouv.fr](http://www.haute-marne.equipement-agriculture.gouv.fr)).

## **Article 13 : Voies et délais de recours**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le permissionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage de ces décisions conformément à l'article R514-3-1 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.



## Article 14 : Exécution

Monsieur le préfet de la Côte d'Or, Monsieur le Préfet de la Haute-Marne, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or et Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Haute-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Meuse,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Haute-Saône,
- Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne,
- Monsieur le Directeur de la Délégation Nord-Est de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- Monsieur le Directeur de la Délégation Bourgogne de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- Monsieur le Président de la fédération de la Côte d'Or pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- Monsieur le Président de la fédération de la Haute-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- Monsieur le Président de la fédération de la Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- Monsieur le Président de la fédération de la Meuse pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- Monsieur le Président de la fédération de la Haute-Saône pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes traversées par le canal Champagne-Bourgogne.

Le préfet de la Côte-d'Or,

*Mauhu*

Pascal MAILHOS

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Meuse,

*[Signature]*  
Hélène COURCOUL-PETOT

Le préfet de la Haute-Saône,

Pour le préfet  
et par délégation,  
Le secrétaire général,

*[Signature]*  
Laurent SIMPLICIEN

Chaumont, le 24/03/2014  
Le Préfet de la Haute-Marne,

*[Signature]*  
Jean-Paul CELET

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR  
Déposé le :

23 JAN, 2014



Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne  
Préfet de la Meuse,  
par délégation, le Secrétaire général

*[Signature]*

Francis Soutier

20. UVA rays

2009.10.10

TOTAL ADDED WEIGHT \_\_\_\_\_

*[Faint handwritten notes at the bottom of the page]*